

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 561 26 février 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

SAINT PIERRE :

« Soyez sobres et vigilants, car votre adversaire, le démon, comme un lion rugissant va et vient à la recherche de sa proie »

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

LES SALAIRES DES GRANDS PATRONS

Les journaux et médias ont publié largement les salaires des grands patrons du CAC 40 pour 2007 qui sont évidemment faramineux et tellement importants qu'ils ne disent pas grand-chose aux lecteurs.

Pour bien juger, il faut avancer certaines considérations.

L'un des objectifs sous-jacents des communications de la presse, dans ce domaine précis est dénoncer au public le patronat et le capital. Or il est évident que ces salaires n'ont rien à voir avec ceux de l'immense majorité des trois ou quatre millions de patrons en France.

Également, il faut ajouter que ces personnes dirigent des sociétés rassemblant un immense nombre d'actionnaires et une quantité de personnel dépassant souvent les 100 000 ; il est normal qu'elles soient richement rémunérées, à condition évidemment que cette rémunération soit convenue contractuellement et corresponde à des bénéfices réels au profit des actionnaires et non pas à la création de pertes.

Ajoutons que ces journaux ne signalent pas un point très important : la plupart de ces grandes sociétés tirent l'essentiel de leurs bénéfices de leurs activités à l'étranger et pas du tout de leurs activités en France, où elles sont victime comme les petites et moyennes entreprises de la politique ruineuse du pouvoir dirigiste depuis des décennies.

Également les mêmes journaux et les mêmes médias ne parlent pas des gains faramineux des politiques et de leur entourage. L'on retrouve ici le raisonnement de Frédéric Bastiat, qui distingue ce qui se voit de ce qui ne se voit pas. Il est relativement facile de connaître le salaire d'un grand patron du CAC 40, en revanche il est très difficile de chiffrer l'enrichissement total du personnel politique du plus haut niveau car cet enrichissement repose en grande partie sur des avantages invisibles.

À signaler par exemple que la dernière Assemblée avant de se séparer a voté en catimini et à l'unanimité la prolongation pendant cinq ans du salaire des députés qui ne seraient pas réélus ainsi qu'un avantage retraite tout à fait considérable pour ces mêmes députés. Et le cas du personnel politique est aggravé par le fait que la plupart des membres de ce personnel ne rendent pas de services positifs mais au contraire des services négatifs alors que par principe et sauf erreur un grand patron s'il réussit rend des services positifs à des millions de personnes : actionnaires, clients, fournisseurs, personnel, etc.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LE KGB TOUJOURS AU POUVOIR

Le KGB, aujourd'hui FSB, est toujours au pouvoir dans d'innombrables pays. L'on ne parle pas seulement de la défunte de la défunte URSS dirigée par un Kgébiste connu.

En Bulgarie on apprend qu'une centaine de ministres bulgares, membres des gouvernements qui se sont succédé à Sofia depuis la chute du communisme, sont d'anciens membres de la police secrète ; c'est ce qu'a révélé récemment une commission chargée d'examiner le passé communiste de la Bulgarie.

Plusieurs des vice-ministres de l'actuel gouvernement dirigé par les socialistes en on fait également partie.

Cela explique aussi que la Bulgarie soit l'un des pays les plus corrompus de la planète.

LA RUINE PAR LES TGV

Nous avons souvent montré pourquoi et comment l'extension des TGV suscite l'effet de ruine conduisant à la paupérisation de la France. À la suite du Grenelle de l'environnement, Jean-Louis Borloo projette maintenant plusieurs lignes de TGV, d'un total d'environ 2000 km. La ruine va continuer à se répandre à de très grande vitesse.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimé. A chacun de juger)

UBU ROI

J'écoute Cdans l'air.

Je suis absolument ahuri, abasourdi, catastrophé..... Nous sommes chez UBU.

Un ancien inspecteur de police, donc un flic dont la parole est libre, assure par exemple qu'en raison de la politique menée et conformément aux ordres reçus par la voix hiérarchique, le flic moyen doit, suite aux quotas d'immigration, ramener des maliens sans papiers.

Comment peut il en trouver? Rien ne ressemblant plus à un malien sans papiers qu'un malien avec papiers et rien ne ressemblant plus à un malien avec papiers qu'un malien Français depuis trois générations et comme un Malien Français ou avec papiers ou sans papiers est de race noire le flic moyen qui veut remplir la mission que sa hiérarchie lui a confiée interpelle et demande ses papiers à tous les noirs maliens ou non qu'il rencontre. Et nos djeunes répondant à cette caractéristique bien visible brament à tous vents, et finalement avec beaucoup de raisons, qu'on les persécute !!!!!

Je n'avais pas compris ce problème. On se fout de nous

Remarquez que maintenant les sans papiers se mettent en grève et ont satisfaction parce qu'ils travaillaient dans une branche qui manque de main d'œuvre alors que nous possédons quelque millions de chômeurs assez bien indemnisés

Remarquez peut être que ceci explique cela

Nous pouvons nous attendre à tout

Bien cordialement

VIAL Numa

Voyez le livre d'or de mon site perso

<http://numavial.club.fr/GENEAsite/monlivredOR.htm>

ET AUSSI

Ubu Roi, écrit Numavial...pour un cas précisé. Mais combien de faits nous démontrent l'illogisme des mesures administratives ?

La radio se fait écho d'un parlementaire qui perçoit ses indemnités de député et de maire, et les Assedic, bien qu'ayant prévenu l'Administration. Celle-ci doit être fière de prouver que les indemnités ne sont pas un salaire. Le droit a une licence, pas l'intelligence.

Notre Président Bien aimé ne pouvant pas entreprendre les réformes de fond...réforme la télévision !!!

Il se fout du monde et des Français en particulier. On aura des films tronçonnés par des coupures de pub. Qui paie la pub ? Le consommateur du produit annoncé.

"On" me signale la façon dont certain(s) se font de l'argent de poche. La France offre une aide à un pays. Ce pays en rétrocède une partie à un autre pays au titre de...n'importe quoi, et ce dernier paie les dépenses de "certain(s)". Impossible de divulguer les noms sans griller mes sources. G.

PLUS D'ARGENT

Que faut il faire pour éviter le pillage des caisses de l'Etat surtout s'il n'y a plus d'argent....Faut-il travailler PLUS pour gagner PLUS pour le bien être des nombreux « monsieur BOUZIANE » dans notre Pays.

Et en plus avec ces avantages accordés et la multiplication des enfants dans ces familles bigames nous serons bientôt submergés par les Sarrasins qui prendront tous les pouvoirs et bravo pour les conséquences.

Bon Week end quand même.

Réseau Liberté

En constatant que le foetus a une vie, le Conseil d'état, ne fait qu'approuver le bon sens en dehors de toute idéologie. Un paysan de la contrée la plus reculée sait qu'une graine est la vie de demain, pas Mme Halimi.

Nous avons les intellectuels que nous méritons. G.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 25 FEVRIER

SARKOZYSME ET SOCIALISME

Le Président Sarkozy est encore tout nouveau et de plus en plus fringant. Il proclame une rupture qu'il se garde bien de faire ; élu par des voix de droite, il était invité à rompre avec le socialisme et il a donné le pouvoir à un ensemble de socialistes confirmés. Tout en gesticulant beaucoup, il a fait progresser ce socialisme à grande vitesse et, à ce moment du parcours personne n'ayant essayé de le faire, un premier inventaire s'impose. La liste des mesures est impressionnante.

Par exemple, la consolidation et l'extension des droits opposables, cette machine tout à fait redoutable qui peut conduire à une sorte d'obligation du socialisme puisque l'État s'oblige juridiquement à intervenir dans une foule de domaines qui devraient être laissés au marché. Il y a bien sûr au premier chef le droit au logement opposable en vertu de la loi Dalo entrée en application le 1er janvier 2008. L'on parle déjà de nouveaux droits opposables à créer comme le droit opposable aux crèches et c'est loin d'être fini !

Dans un autre domaine, citons la quasi renationalisation de Suez. La fusion projetée avec GDF aboutit à une nationalisation puisque l'État s'est réservé une « golden share » lui permettant de décider ce qu'il veut contre la volonté des actionnaires. Également en chargeant Suez du personnel quasi fonctionnarisé de GDF, il va plomber les résultats futurs de l'ensemble.

Quant à la politique industrielle nous la voyons s'étaler en majesté avec ces jours-ci l'intervention de l'État dans des affaires purement privées comme les problèmes d'Arcelor Mittal en Lorraine ou ceux de Michelin qui veut fermer l'ancienne usine Kléber à Toul.

Au titre de la marche forcée vers le socialisme, il faut ajouter le blocage des loyers. La France sort péniblement de la loi de 1948. Sous prétexte de développer le pouvoir d'achat, le Président a décidé de freiner considérablement la hausse des loyers ; cette décision a un parfum de lutte des classes, puisque les locataires sont considérés comme plus intéressants que les propriétaires !

Idem pour l'abus de ce que les énarques appellent dans leur langage fleuri les « dispositifs » qui correspondent à la pratique des compteurs. En agissant sur tels ou tels des robinets de l'usine à gaz universelle, l'on créerait de la richesse là où il y en a pas. Il faut rattacher à cette pratique tout à fait négative la déduction de certains intérêts pour l'achat des biens immobiliers qui favorisent certains et en défavorisent d'autres. En quoi cela peut-il améliorer le sort de tous, sinon au profit de quelques-uns qui d'ailleurs n'en n'ont peut-être pas besoin ?

Il y a aussi le déplacement de l'argent comme si en déplaçant de l'argent on en créait. C'est le cas de la vente de 3 % d'EDF, sur les 87,3 % que possédait l'État. Les 5 milliards, censés représentés par cette vente, doivent servir au financement des universités. Le Président a bien dit aussitôt qu'il n'était pas question de privatiser les universités et il est certain que l'argent sera perdu dans le déficit abyssal de ces universités et le désordre de leur gestion. Pire encore, cette vente s'est faite dans l'obscurité puisque que personne ne sait qui a acheté et que probablement ce sont des organismes plus ou moins étatiques qui sont venus aux ordres. Ce fut sans doute une vente à soi-même.

L'État dans le désordre coutumier continue, comme avant, à dépenser à tout va dans le monde entier. Comme tout pouvoir socialiste il est donc conduit à taxer partout pour chercher des sous. Voici en vrac quelques pistes utilisées ou en voie de l'être.

Une nouvelle taxe sur les paris hippiques a été prévue dans le cadre du collectif budgétaire. Les 250 communes et groupements de communes disposant d'un hippodrome toucheront 0,1 % du montant des paris des courses organisées sur leur territoire et bien entendu cet impôt sera enlevé des gains des parieurs. Ce tout petit impôt est appelé à de l'avenir, car il est un principe absolu de la République Fromagère : un petit impôt deviendra grand.

L'assemblée a adopté un amendement qui met à contribution les stock-options et les actions gratuites. À leur attribution, les options feront l'objet d'une cotisation patronale de 2,5 % de la valeur des actions sur lesquelles elles portent. Le taux sera de 10 % pour les distributions gratuites d'actions. Enfin une cotisation salariale de 2,5 % sur la plus-value d'acquisition est aussi instaurée. À signaler aussi qu'en 2008 les dividendes reçus par les actionnaires paieront deux fois selon un mécanisme qui est très compliqué à expliquer.

Au milieu de ce tableau désolant des progrès du socialisme, il faut ajouter un nouveau droit de préemption accordée aux maires ; jusqu'à présent les maires avaient un droit de préemption à exercer lors des achats immobiliers, ce qui est très déjà une anomalie destructrice du marché du logement. Maintenant, sous prétexte de leur donner le droit de

veiller sur les changements de fonds de commerce, ils ont un droit de préemption sur les baux commerciaux : c'est une nouvelle atteinte grave aux droits de propriété.

Il est sûr que, si le nouveau président avait voulu réellement dans son coeur faire la rupture, il devait et pouvait dans les deux mois qui ont suivi son élection et, après juste quelques jours de repos dans des conditions classiques, supprimer une grande quantité de dépenses et plusieurs impôts majeurs ce qui aurait amorcé la véritable rupture avec le socialisme.

Tout ce qu'il a fait jusqu'ici montre que son cœur penche à gauche. Il est à craindre, en plus, que la chute dans les sondages ne conduise les énarques qui l'entoure à renforcer encore ce comportement, ceci au grand détriment du pouvoir d'achat des Français.

Michel de Poncins

UNE REUNION IMPORTANTE

LE PROCHAIN DINER-DEBAT

DE RADIO-SILENCE

(<http://www.radio-silence.org>)

Mercredi 5 mars 2008 à 19 h.30

avec M. Michel de PONCINS, économiste,

président de Catholiques pour les Libertés Economiques (CLE):

"LE CAPITALISME EST-IL MORAL ?"

Lieu: Restaurant LE GRENADIER, gare d'Austerlitz, 75013 Paris.

Le restaurant se trouve au-dessus de la brasserie de la gare. Parkings gare.

Les places étant limitées, envoyez s.v.p. dès maintenant votre chèque

de 25 E/place (étudiants et chômeurs 20 E) à:

LA VOIX DU SILENCE, 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris

CITATIONS

Ecrivain à propos de l'éveil tonitruant de la Chine, Thomas Friedman* cite le proverbe africain suivant :

"Tous les matins, en Afrique, une gazelle se réveille.

"Elle sait qu'elle doit courir plus vite que le plus rapide des lions sans quoi elle sera dévorée.

"Tous les matins un lion se réveille.

"Il sait qu'il doit rattraper la moins rapide des gazelles, sans quoi il mourra de faim.

"Peu importe que vous soyez un lion ou une gazelle.

"Quand le soleil se lève, il est temps de courir".

Ce proverbe est de pur bon sens et, pour ma part, j'en aurais fait mon miel pour inculquer la notion d'une vraie "rupture" dans l'esprit des Français.

* Thomas Friedman : *"La terre est plate. Une brève histoire du XXI^e siècle"* (aux éditions Saint-Simon, octobre 2006).

Michel ROCARD, le 14 février 2008

« Je pense qu'en Afrique une tolérance de l'ordre de 10% de corruption est un mal nécessaire pour faire avancer les choses »

REVUE DE PRESSE

D'après *Le Figaro économie* du 23 février 2008 :

"Après ceux de la CFDT et FO, le chef de l'Etat a déjeuné avec le leader de la CGT, lui réaffirmant son souhait d'un <dialogue constructif>".

Pour ma part, je ne concevais pas la "rupture" ainsi affublée d'une obligation de copinage conduisant tout droit à la dilution du pouvoir politique.

En revanche, une action politique conduite par un exécutif doté de convictions libérales sans faille aurait eu, à mon sens, les meilleures chances de réussite.

Aussi, ouverture ou pas, je ne peux qu'observer avec scepticisme la mise en oeuvre d'une troisième voie *alla francese* qui, hélas, me paraît des plus vaines.

LES BREVES

KOSOVO : QUELQUES VERITES

Tout et le contraire a été dit à propos de l'indépendance du Kosovo. Nous voulons simplement attirer l'attention sur quelques aspects que les médias ne mettent guère en lumière.

D'abord le Kosovo était un territoire chrétien orthodoxe et depuis très longtemps ; les musulmans sont arrivés, en particulier des albanais, et maintenant le Kosovo est devenu en très grande majorité musulman d'où le problème. La situation peut se comparer à celle de la France pays chrétien depuis plus d'un millénaire et qui se trouve actuellement envahi par des musulmans. Un jour la France deviendra-t-elle comme malheureusement le Kosovo ?

Le Kosovo indépendant ou non rêve maintenant d'entrer dans l'Europe ; il le voit pas la contradiction : s'il rentre dans l'Europe il perdra justement son indépendance nouvelle.

En outre, nous constatons que devant la difficulté et les risques de conflits l'Europe pour éteindre le feu va déverser de l'argent européen à la fois sur la Serbie et sur le Kosovo, ruinant comme à l'habitude les autres pays du continent..

GREVE DES AIGUILLEURS DU CIEL

Les aiguilleurs du ciel sont manifestement des privilégiés. Ils ont eu la chance d'apprendre un métier difficile et de l'exercer avec succès ; ils ont des durées de travail très modestes, probablement une trentaine d'heures par semaine, et ils bénéficient d'une rémunération tout à fait importante, plus importante encore que chez leurs collègues européens.

Cela n'a pas empêché un quarteron de ses aiguilleurs de déclencher une grève mettant des millions de personnes dans l'incertitude et dans l'impossibilité de voyager et propageant le désordre dans toute l'Europe de la navigation aérienne.

Leur comportement est tout à fait comparable à celui des cheminots qui ont déclaré une guerre au peuple français et la mènent sans pitié en particulier dans les banlieues.

Il faudra un jour bien mettre de l'ordre et supprimer le droit de grève pour certaines catégories de la population.

DOCUMENTS

Les documents sont reproduits tels que nous les recevons et n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

http://www.polemia.com/contenu.php?cat_id=36&iddoc=1610

SOCIETE

Tramway des Maréchaux : un bilan « fortement négatif » selon un rapport d'universitaires

Le 16 Février 2008

Une étude universitaire résumée dans « le Perroquet libéré » vient d'établir que le bilan à la fois socio-économique (gain de temps, gain de confort) et écologique du tramway des Maréchaux à Paris était négatif. Ce n'est pas une surprise pour Polémia qui avait souligné dès 2003 les inconvénients du projet retenu : « Tramway des Maréchaux : un conformisme idéologique coûteux »

http://www.polemia.com/contenu.php?iddoc=648&cat_id=36

Il est intéressant de rappeler qu'à l'époque les dirigeants des groupes UDF et UMP du conseil régional d'Ile-de-France étaient aussi très critiques vis-à-vis du projet. Mais lors du vote décisif ils s'y rallièrent par crainte de passer pour « ringards ». Au détriment de toute rationalité, un investissement de 300 millions d'euros a donc été décidé pour de simples raisons de communication et de soumission à la tyrannie médiatique.

L'analyse effectuée aujourd'hui est sans appel : les conséquences négatives l'emportant dès la première année de fonctionnement sur les conséquences positives - Polémia

Tramway des Maréchaux : un bilan « fortement négatif » selon un rapport d'universitaires.

Dans une étude qui vient d'être rendue publique, trois universitaires spécialistes des transports dressent un bilan sévère de l'installation du tramway des Maréchaux, décidée sous Jean Tiberi et réalisée à grand renfort de communication par Bertrand Delanoë.

Sa mise en service n'aurait engendré aucun report de la voiture vers les transports en commun. Pire, elle aurait fortement aggravé la congestion de la circulation automobile sur le périphérique. Ce faisant, elle aurait contribué à une augmentation sensible des rejets de CO2.

La dimension strictement parisienne du projet, associée au choix idéologique du boulevard des Maréchaux pour prendre de la place à la voiture, a un coût estimé par le rapport à 900 M €.

Trois chercheurs, les Professeurs Prud'homme (Paris XII), Kop (Paris I) et le doctorant Koning (Paris I), ont effectué une recherche sur le tramway des Maréchaux ouvert il y a un an entre Ivry et Garigliano. Cette recherche s'appuie notamment sur une enquête auprès de 1000 usagers du tramway.

Parmi les principales conclusions de ce travail scientifique et indépendant, il est à retenir les plus marquantes:

- le tramway a représenté un investissement de 315 millions d'euros financé sur fonds publics. Il augmente donc les impôts - ou la dette publique - de ce montant.**

- le tramway n'a pratiquement pas entraîné de report modal. Seulement 2,6% des usagers du tramway étaient préalablement des usagers de la voiture. Le tramway a réduit le nombre de déplacements en voiture dans Paris de moins de 1/1.000

- le tramway (et les rétrécissements de voies qui l'ont accompagné) a diminué de 40% les déplacements automobiles sur les boulevards des Maréchaux. Pour l'essentiel, les automobilistes ainsi évincés se sont reportés sur le boulevard périphérique adjacent. Le trafic a en effet augmenté bien davantage sur la partie Ivry-Garigliano du périphérique que sur le reste du périphérique.

- le tramway a engendré des gains pour les usagers du tramway qui en sont satisfaits : des gains de temps (4 M ₣/an), de confort difficiles à estimer (4 M ₣), ainsi qu'un gain de décongestion du métro, encore plus difficile à mesurer (4 M ₣ également).

- le tramway a entraîné des pertes de temps pour les automobilistes qui continuent d'utiliser les Maréchaux et qui roulent moins vite (-7 M ₣), pour ceux qui rentrent dans Paris et doivent s'arrêter pour laisser passer le tramway (-2 M ₣), et surtout pour les usagers du périphérique. Le périphérique est en effet une voie souvent congestionnée et l'augmentation du nombre de véhicules entraîne des ralentissements qui font perdre du temps (peu) à tous les utilisateurs (nombreux) du périphérique. Les calculs effectués font apparaître un coût important à ce titre (-33 M ₣).

- le tramway a contribué à augmenter les rejets de CO₂ à Paris. Les rejets de CO₂ au km augmentent lorsque la vitesse diminue. D'un côté, le tramway engendre une diminution des rejets de CO₂ du fait du remplacement des autobus au gazole par un tramway à l'électricité, et du faible transfert modal. D'un autre côté, il engendre une augmentation des rejets de CO₂ du fait de la réduction de la vitesse des voitures qui continuent d'utiliser les Maréchaux, de l'allongement des parcours des véhicules qui se sont reportés sur le périphérique, et surtout du fait du ralentissement (faible) de tous les véhicules (nombreux) qui utilisent le périphérique. Au total, le tramway augmente les rejets de CO₂ d'un peu plus de 3.000 tonnes par an.

Au total, le solde des gains et des pertes sociales annuelles engendrés par le tramway est négatif (-28 M ₣ par an). En termes d'utilité économique, sociale et environnementale, l'investissement initial ne sera donc jamais récupéré. La somme actualisée (à 4%, sur 30 ans) des gains et des coûts, y compris le coût d'investissement, s'établit à près de -900 M ₣. Ce petit milliard peut être considéré comme une mesure du gaspillage que représente le tramway.

En termes d'économie politique cependant, le projet est probablement intéressant pour la municipalité de Paris. Les principaux bénéficiaires sont les usagers du tramway, qui sont majoritairement des Parisiens, c'est-à-dire des électeurs. Les coûts sont pour les

automobilistes, qui sont principalement des banlieusards, et qui ne votent pas à Paris. Le bilan environnemental est négatif, mais il est discret : les voitures en moins sur les boulevards des Maréchaux se remarquent davantage que les voitures en plus sur le boulevard périphérique. Il n'est donc pas surprenant que le projet ait eu, et garde, la faveur d'à peu près tous les élus de Paris. Cette opposition entre l'intérêt de la partie (Paris) et du tout (l'agglomération) éclaire les débats actuels sur l'utilité d'un « Grand Paris ».

<http://www.leperroquetlibere.com/>

23/01/08

Correspondance Polémia

07/02/08
